

Horizon-éco

L'économie du Nord-Pas de Calais

POINT DE CONJONCTURE

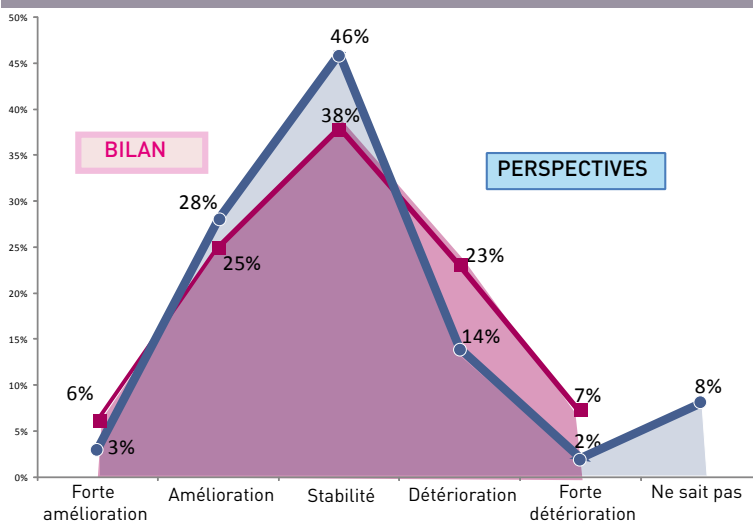
L'opinion des chefs d'entreprise

/L' ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

/Sortie de crise ?

L'hiver n'a pas vu d'amélioration de l'activité des entreprises : 31% des répondants jugent en effet favorablement leur activité sur les trois derniers mois contre 36% à l'automne. Surtout, et de manière inquiétante, ce sont encore 30% des chefs d'entreprise qui portent un jugement négatif sur la période écoulée. Le solde d'opinions d'ensemble demeure donc légèrement positif, mais de justesse et affiche un recul de dix points sur les six derniers mois. Il ressort négativement dans l'industrie, le commerce de détail, le transport et le HCR. Le commerce de gros est, quant à lui, satisfait des évolutions récentes et affiche même une progression du solde d'opinions. Le mouvement inverse s'observe pour le HCR, le BTP et les services au particulier, qui ont connu une forte dégradation de cette variable.

/ COMPARAISON DU BILAN D'ACTIVITÉ DES 3 DERNIERS MOIS PAR RAPPORT AUX PERSPECTIVES À 3 MOIS



/ Vers un retour à la normale ?

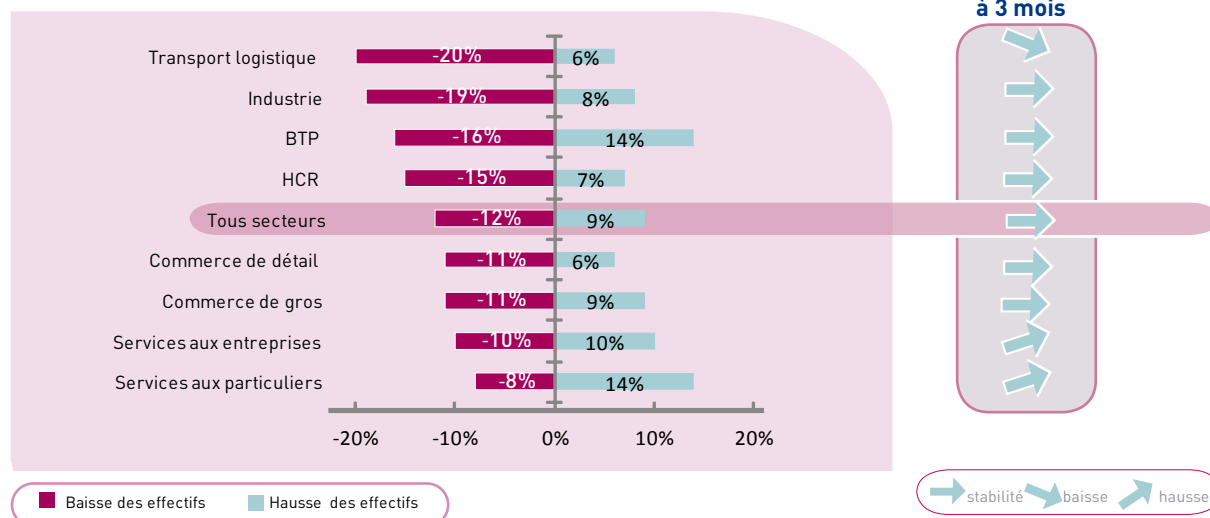
Les anticipations d'activité ressortent à la hausse, mais selon un profil bien particulier. 31% des répondants tablent sur une amélioration sur les trois prochains mois, soit un pourcentage équivalent à ceux se déclarant satisfaits des trois mois écoulés. En revanche, ils ne sont « que » 16% à tabler sur une dégradation de l'activité (contre 30% sur le passé). Plutôt qu'un véritable rebond, c'est un arrêt de la chute qui semble le mieux décrire les prévisions d'évolution de l'activité. D'ailleurs, les secteurs pour lesquels la progression de l'activité sur la période passée était jugée satisfaisante, tel le commerce de gros, ne sont pas les mieux classés en matière d'anticipations. Les services et le HCR sont les secteurs qui tablent le plus sur une amélioration de l'activité (à partir toutefois d'un niveau bas dans de nombreux cas).

Ces évolutions nous confirment dans notre diagnostic de la situation économique : la reprise est balbutiante et la gestion de la sortie de crise sera primordiale. L'action publique doit continuer à soutenir les entreprises sous peine de rechute.

/ VERS UN RALENTISSEMENT DES DESTRUCTIONS D'EMPLOI ?

L'année 2010 a débuté sans grands signaux de reprise du côté de l'emploi. Conformément aux prévisions de notre enquête menée en fin d'année auprès des chefs d'entreprise, seul le secteur des services aux particuliers présente un solde d'opinions positif sur l'emploi. A l'inverse les autres secteurs connaissent de nouvelles dégradations de leurs effectifs. C'est notamment le cas du secteur du transport et de la logistique, de l'industrie et de l'hôtellerie-restauration. Le chômage partiel continue à jouer son rôle d'amortisseur notamment dans l'industrie où 12% des dirigeants y ont eu recours.

/ Evolution de l'emploi selon les secteurs d'activité



Les perspectives pour la fin du 1er semestre 2010 sur le front de l'emploi semblent plus favorables avec, pour la première fois depuis 2008, un solde d'opinions qui devient légèrement positif et concerne majoritairement des emplois en CDI. Cette amélioration concernerait surtout les services.

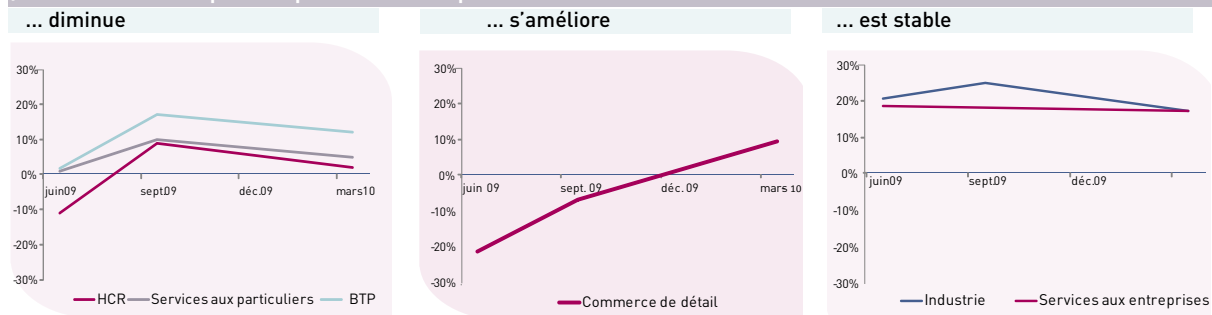
On constate toutefois que cette tendance reste fragile. Ainsi, le chômage devrait au mieux atténuer sa progression au cours des 3 prochains mois ; la visibilité des dirigeants sur le début de la reprise reste encore floue et beaucoup d'entre eux rencontrent des difficultés à se projeter sur l'avenir.

Malgré tout, l'analyse de Pôle emploi sur les projets de recrutement en région donne quelques raisons d'espérer. En effet, les prévisions de besoins de main d'œuvre non saisonniers progresseraient de 11% entre 2009 et 2010.* Dans ce contexte, l'emploi intérimaire est l'un des indicateurs qui permettra de mesurer toute reprise de l'emploi. Les dernières statistiques de Pôle emploi montrent un léger fléchissement de ces emplois entre janvier et février 2010 (-0,7%). Toutefois sur un an l'intérim a progressé de 11,7%.

/ LA TRÉSORERIE TOUJOURS À SURVEILLER

Depuis la dernière enquête, le solde d'opinions des entreprises sur la trésorerie est demeuré relativement stable. Il est désormais positif pour tous les secteurs mais ce constat d'ensemble cache toutefois des divergences marquées de situation à la fois entre et à l'intérieur des différents secteurs d'activité.

/ Secteurs d'activité pour lesquels le solde d'opinion sur la trésorerie...



Les secteurs les plus pessimistes sur leur trésorerie sont le HCR et les services aux particuliers. Même si le solde d'opinions demeure largement positif, un recul est observé depuis la dernière enquête dans l'industrie, la construction, le commerce de gros ainsi que dans les services aux entreprises. A l'inverse, les secteurs des transports et du commerce de détail affichent une progression des opinions positives, mais des soldes toujours relativement faibles.

Signe d'une certaine normalisation de la situation, mais aussi d'une montée des incertitudes, le nombre de répondants jugeant leur situation moyenne ressort en hausse dans quasiment tous les secteurs d'activité.

/ DE NOUVEAUX NUAGES À L'HORIZON ?

Signe d'un apaisement des tensions, la part des entreprises exprimant des difficultés a de nouveau reculé : de 43% en juin 2009, elle est passée à 27% en mars 2010. Si l'évolution globale est favorable, ce résultat demeure inquiétant en valeur absolue : plus d'un quart des entreprises de la région éprouvent des difficultés ! Malgré une activité encore très déprimée, cette baisse du nombre de dirigeants exprimant des difficultés témoigne néanmoins de l'efficacité des mesures qu'ils ont mises en place pour se sortir de la zone rouge. Le secteur du transport se démarque négativement avec 42% des entreprises rencontrant des difficultés.

/ Secteurs concernés

Transport (77%) Industrie (75%) HCR (74%)
Services aux entreprises (50%), Transport (50%), BTP (50%)
BTP (50%), Services aux entreprises (31%)
Commerce de gros (28%), Services aux entreprises (25%)
Services aux particuliers (30%)
BTP (25%)
Industrie (18%), Services aux entreprises (15%)
Transports (27%)
HCR (16%)
Commerce de gros (16%), Industrie (15%), Transport (14%)

/ Difficultés actuelles des chefs d'entreprise

Baisse du chiffre d'affaires	67%
Besoin de trésorerie	47%
Annulation/Report de commandes	21%
Difficultés de financement	21%
Impayés	18%
Modification des délais de paiement	14%
Défaillance du (des) principal (aux)	13%
Coût de l'énergie	11%
Problèmes de recrutement	8%
Assurances crédits client	4%

La hiérarchie des difficultés éprouvées par les entreprises reste la même. Trois points d'alerte ressortent néanmoins de ce point de conjoncture. Par rapport au mois de septembre on constate une aggravation des difficultés de financement. On peut ici supposer que les entreprises qui évoluent depuis de long mois avec des trésoreries fragilisées ont épuisé leurs recours internes (rationalisation des coûts, report des investissements...) et font désormais appel à des sources de financement extérieur. La vigilance sur les conditions d'accès au crédit doit donc se maintenir pour permettre aux entreprises rencontrant des difficultés temporaires de se reconstruire et d'éviter de disparaître.

L'autre dégradation concerne les conditions de recrutement. En faisant preuve d'optimisme, nous pouvons considérer que cette aggravation signifie que les recrutements ont commencé à reprendre. Malheureusement, les autres chiffres de cette enquête comme ceux des services de l'emploi ne permettent pas de vérifier ce constat. Il est en revanche plus probable que les difficultés actuelles rendent l'exercice du recrutement encore plus stratégique, et donc complexe, pour l'entreprise...

Enfin, et de manière prévisible, la remontée des cours du pétrole (et le recul de l'euro) ravivent les craintes des dirigeants (en particulier des transports) sur la facture de l'énergie bien qu'ils restent encore loin de leur plus haut historique de juillet 2008. La croissance des BRIC (Brésil Russie Inde Chine) entraîne une hausse de la demande de matières premières (dont le pétrole) et conduit à une hausse des prix qui pèsera sur notre économie vacillante. Les exigences économiques et environnementales se conjuguent donc et imposent aux entreprises d'optimiser leurs consommations.

/ DES ENTREPRISES QUI POURSUIVENT LEURS AJUSTEMENTS

Les entreprises qui ressentent ces difficultés ne baissent pas les bras et 80% d'entre elles ont pris des mesures pour y remédier. Elles optent en priorité pour des stratégies plus agressives en cherchant à développer leurs marchés notamment à l'international et à proposer de nouveaux produits. Mais, signe d'une crise qui se prolonge, elles continuent de diminuer leurs charges en baissant ou annulant les investissements (43%) et en réduisant la masse salariale (27% réduisent le personnel et 11% le temps de travail).

Retrouvez ce document et l'ensemble des analyses de la C(R)CI Nord-Pas de Calais sur l'économie en région sur <http://www.nordpasdecals.cci.fr>
Enquête réalisée par le réseau C(R)CI entre le 22 mars et le 7 avril 2010 par mail auprès de 14 300 entreprises pour l'ensemble des secteurs d'activité. 1 450 entreprises ont répondu à l'enquête. Les résultats présentés ont fait l'objet d'un redressement par secteurs d'activité sur la base des établissements inscrits au registre du commerce et des sociétés.

